

Principaux messages

Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale S'adapter au paysage géoéconomique

Octobre 2024

Les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et de la région Caucase et Asie centrale continuent de faire face à des incertitudes et des facteurs de vulnérabilité accrus, sur fond de conflits et dans un paysage géoéconomique mondial de plus en plus fragmenté. À leur épicerie, ces conflits ont causé des dégâts qui laisseront des [séquelles](#) durant des décennies. De surcroît, les réductions de la production pétrolière contribuent à l'apathie de la croissance à court terme dans de nombreux pays. Même si certains de ces facteurs défavorables s'estompent progressivement, les prévisions de croissance à moyen terme sont de plus en plus modérées. Il est donc essentiel de résolument mettre en œuvre des réformes pour relever le potentiel de croissance. Une croissance plus vigoureuse et plus résiliente contribuera non seulement à créer des emplois et améliorer l'inclusion, mais aussi à abaisser les ratios de dette élevés et dégager une marge de manœuvre pour répondre aux aspirations en matière de développement et de dépenses sociales.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : les facteurs de vulnérabilité demeurent importants

- En 2024, la croissance devrait encore manquer de vigueur, à **2,1 %** (en baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à avril), principalement en raison des conflits en cours et d'un épisode prolongé de réductions volontaires de la production pétrolière. Sur ces deux plans, il est encore très difficile de savoir à quel moment la situation commencera à s'améliorer. Si ces conflits et ces baisses diminuent peu à peu, la croissance devrait se redresser en 2025 et atteindre **4 %** (-0,2 point par rapport à avril).
- L'inflation est plus modérée dans la région MOAN, reflétant les tendances mondiales, mais demeure élevée en Égypte, au Soudan et en Iran en raison de difficultés propres à ces pays. En dehors de ces pays, l'inflation devrait redescendre à 3,3 % en 2024 et 3 % en 2025.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN

- La croissance à court terme devrait se raffermir (pour passer de 2,3 % en 2024 à 4 % en 2025), à condition que les réductions de la production de pétrole cessent, conformément aux annonces récentes. Une modération de la croissance est tout de même attendue à moyen terme, car les réformes de diversification économique mettront du temps à produire leurs effets. L'inflation est faible dans la plupart des pays.
- Les marges de manœuvre restent confortables, bien que les excédents budgétaires et extérieurs aient commencé à diminuer sous l'effet de stratégies d'investissement ambitieuses et d'une chute des recettes pétrolières.

Pays importateurs de pétrole de la région MOAN

- Les pays importateurs de pétrole de la région MOAN et le Pakistan continuent de faire face à des conflits (Gaza, Soudan), à l'incertitude et à d'importants besoins de financement bruts. Avec la disparition progressive de ces facteurs et la baisse des prix du pétrole, la croissance à court terme se redressera, de 1,5 % en 2024 à 3,9 % en 2025. En revanche, les déficits structurels freineront la croissance de la productivité dans certains pays pendant la période de prévision.
- Les conditions de financement extérieur restent difficiles. L'aide internationale en faveur des PFR ne progresse plus.

Caucase et Asie centrale : un horizon incertain

- La croissance devrait rester diversifiée et robuste, à **4,3 %** en 2024 (+0,4 point par rapport à avril) et **4,5 %** (-0,3 point) en 2025. Dans certains pays, cependant, on observe de légers signes de ralentissement du commerce et d'autres flux entrants (envois de fonds, en particulier) liés à la guerre russe en Ukraine.
- Pour les pays exportateurs de pétrole de la région CAC, les perspectives de croissance à moyen terme sont plombées par le faible niveau de la production pétrolière ; quant aux projections de

croissance concernant les pays importateurs de pétrole, elles dépendent de la mise en œuvre effective des réformes.

- L'inflation, qui continue de faiblir, a chuté à 6,9 % cette année et devrait avoisiner 5 % à moyen terme.

Les risques de détérioration continuent d'assombrir les perspectives Des risques mondiaux tels que la fragmentation géoéconomique, la volatilité des cours des produits de base, les conflits, les restrictions aux exportations et les chocs climatiques pourraient avoir des incidences notables, surtout pour les pays vulnérables dont la capacité d'absorption des chocs est limitée. D'autres chocs négatifs pourraient aussi provenir des régions MOAN et CAC elles-mêmes. Si les conflits en cours se prolongent ou s'étendent, ils pourraient entraîner des pertes économiques durables dans les zones touchées. Les pays qui mettent en œuvre des réformes structurelles cruciales risquent de faire face à une grogne sociale et une résistance politique de plus en plus fortes, qui freineront l'exécution des politiques et la croissance. Une inversion brutale des flux commerciaux et financiers liée à la guerre que mène la Russie en Ukraine pourrait présenter des risques considérables pour les pays de la région CAC.

La situation très incertaine exigera de hiérarchiser les priorités.

Accélérer les réformes structurelles. Des réformes structurelles, notamment de la gouvernance, sont impératives pour améliorer les perspectives à moyen terme et accroître la résilience. Il est essentiel de stimuler la création d'emplois et les taux d'activité (des femmes et des jeunes, en particulier), d'investir pour faire augmenter le ratio capital/travailleur et de relever la productivité globale par des politiques visant à renforcer la stabilité macroéconomique et le développement numérique (chapitre 2). Il faudra aussi réduire les obstacles empêchant de tirer parti du commerce, diversifier les produits et les marchés pour rendre l'économie plus résiliente et investir dans les infrastructures nécessaires aux couloirs d'échanges. Les politiques facilitant une concurrence plus efficace au sein du système financier et la réduction du rôle de l'État dans les systèmes bancaires peuvent améliorer l'accès au crédit du secteur privé (chapitre 3).

Axer la politique budgétaire sur la reconstitution des marges de manœuvre pour amortir les chocs futurs.

Dans tous les pays, il est capital de garantir la viabilité des finances publiques, reconstituer les volants de sécurité et préserver les systèmes de protection sociale. Pour les pays très endettés ayant d'importants besoins de financement, en particulier certains pays émergents et à revenu intermédiaire, un effort concerté visant à poursuivre le rééquilibrage des finances publiques est crucial pour réduire de manière décisive le fardeau de la dette. Les pays à faible revenu devraient œuvrer en priorité à la viabilité budgétaire sans négliger la question de la sécurité alimentaire. Les pays exportateurs de pétrole doivent veiller plus particulièrement à préserver leurs volants de sécurité et accroître la résilience.

Utiliser la politique monétaire pour maintenir un faible niveau d'inflation. La stabilité des prix devrait rester la pierre angulaire de la politique monétaire, soutenue par une communication claire et des opérations transparentes, et l'indépendance de la politique monétaire devrait être assurée.

Chiffres clés

268,2 milliards de dollars	Prévision des besoins de financement bruts du secteur public dans les pays émergents de la région MOAN et au Pakistan (près de 100 % des recettes budgétaires), contre 260,6 milliards de dollars en 2024
47,7 milliards de dollars	Nouveaux financements accordés par le FMI aux pays MOAC depuis 2020
13,4 milliards de dollars	Nouveaux financements du FMI en faveur des pays MOAC approuvés depuis janvier 2024, y compris pour des programmes en Égypte (augmentation de 5 milliards de dollars au titre du MEDC), en Jordanie (1,2 milliard de dollars au titre du MEDC), et au Pakistan (7,2 milliards de dollars au titre du MEDC)
361	Nombre de projets d'assistance technique et de développement des capacités conduits dans 30 pays MOAC (totalisant 32,6 millions de dollars pour l'exercice 2023/24)

Moyen-Orient et Asie centrale : croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage sur un an)

	2021	2022	2023	2024	2025
Moyen-Orient et Asie centrale	4.4	5.5	2.1	2.4	3.9
Pays exportateurs de pétrole	4.3	5.6	2.0	2.5	4.0
Pays importateurs de pétrole	4.4	5.4	2.1	2.4	3.9
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4.8	5.9	2.3	2.6	3.7
Pays à faible revenu	2.6	2.8	1.1	1.1	5.5
CAC	5.2	5.2	4.9	4.3	4.5
Pays exportateurs de pétrole	3.8	3.9	3.9	3.3	3.9
Pays importateurs de pétrole	8.1	7.7	6.8	6.1	5.5
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	8.7	11.6	7.8	6.9	5.5
Pays à faible revenu	7.9	6.5	6.5	5.8	5.5
MOAN	4.2	5.5	1.9	2.1	4.0
Pays exportateurs de pétrole	4.4	5.8	1.7	2.3	4.0
Pays importateurs de pétrole	3.7	4.8	2.2	1.5	3.9
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4.0	5.4	3.2	2.4	3.8
Pays à faible revenu	0.5	-0.1	-8.6	-8.3	5.5
Région MOAN, Afghanistan et Pakistan.	4.2	5.5	1.6	2.1	3.9

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les agrégats de la croissance régionale sont des moyennes pondérées par le PIB en parité de pouvoir d'achat.

MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; CAC = Caucase et Asie centrale